



Bulletin hebdomadaire SUD Educ05 semaine 49-2017

1- Agenda :

Lundi 4 décembre Montgenèvre 9h P'tit-déj' solidaire en soutien aux Marcellines convoquées à la PAF

Mardi 5 décembre 18h Permutation informatisée Clôture des inscriptions dans l'application Siam 1

Mercredi 6 décembre Chateauroux 19h Bibliothèque La poésie, c'est du gâteau, lecture poésie clown avec Y Artufel et Marguerite

Vendredi 8 décembre Eyguians 18h30 Salle Polyvalente Les enfants et les écrans...à l'école par le collectif « l'appel de Beauchastel » et « ALERTE écran » soirée Soupe et bobine.

Samedi 9 décembre Gap 14h Place de la république Rassemblement contre la baisse des APL

Samedi 9 décembre Vallouise 19h30 Salle Bonbois avec Malys, Les Girafons, Valputas Fever, Sherpas FM Paf à partir de 5 €, soutien pour les copains Collecte hygiène, fringues, bouffe (sauce tomate, huile, piment, sardines...)

Les enfants et les écrans...à l'école

Vendredi 8 décembre à EYGUIANS - Garde Colombe 18h30, salle polyvalente

Soirée animée par «l'appel de Beauchastel» et ALERTE ECRAN (Association pour L'Education à la Réduction du Temps Ecran)

18h30 : présentation de la soirée, de "l'appel de Beauchastel" contre le numérique à l'école et de « Alerte écrans »

19h : Films et conférence avec Pascal BINI de « Alerte écrans »

19h50 : les brèves du Buëch et les soupes

21 h : table ronde et débat

Il semble aller de soi que l'école ne peut rester à l'écart de ce qu'on appelle désormais "la révolution numérique". De fait, le numérique a fait son entrée dans les lycées, collèges, écoles primaires et même maternelles. L'éducation nationale impose cet "outil" au motif qu'il résoudrait de nombreux problèmes (inégalités, discriminations, dyslexie, dys...). Les médias se font régulièrement les porte-parole de ce discours qui devient la doxa moderne.

Ainsi, les familles s'équipent-elles parfois sous la pression de ce discours officiel de l'institution.

L'enjeu dépasse donc désormais le cadre strictement scolaire et des études sérieuses ayant le recul nécessaire soulèvent de nombreux problèmes liés à cette abondance d'écrans dans l'univers des jeunes. Comment alors, s'y retrouver?

Sommes-nous bien informés des effets de ces nouvelles technologies (sanitaires, psychologiques, écologiques...).

Pouvons-nous refuser ce qui semble inévitable? Pouvons-nous, en connaissance de cause peser avantages et inconvénients afin d'être cohérents dans nos prises de position en tant que parent et en tant que citoyen?

Des enseignants de primaire et de collège, signataires de l'appel de Beauchastel apporteront leur témoignage sur ce qui est leur quotidien, ainsi que l'association Alerte écran afin que chaque parent, éducateur, grand parent, citoyen puisse échanger et prendre la mesure de ce qui se joue pour nos enfants.

*« Appel de Beauchastel » : Ce texte coécrit par un collectif d'enseignants en décembre 2015 est une critique de l'informatisation et du numérique à l'école.

Participation libre Organisé par le collectif « soupes et bobines », « l'appel de Beauchastel » et « Alerte écrans »

Contact : sousetbobines@orange.fr ; <https://sousetbobinesblog.wordpress.com>



2– La « grande cause nationale » de JM Blanquer – Égalité femmes-hommes ou sauvetage de la Manif pour Tous ?

JM Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, invité sur France inter ce lundi 27 novembre, a montré une nouvelle fois, s'il le fallait, la grande fumisterie de la « grande cause nationale pour l'égalité femmes-hommes » version Macron.

Lutter contre le sexisme, démonter les stéréotypes qui en sont à la racine et l'alimentent tous les jours, combattre les mécanismes de domination qui se jouent dès la cour d'école... Tout cela demande des moyens, des outils concrets, du temps, une volonté politique forte. Face à cette nécessité, quel est le message de JM Blanquer ?

Discréditer les ABCD de l'égalité, dispositif expérimenté dans certaines écoles primaires qui permettait de traiter spécifiquement, et avec des outils adéquats, la question des stéréotypes de genre. Selon le ministre, ce dispositif aurait été un « échec »...

Parce qu'il n'a pas renversé la tendance d'une société profondément marquée par les stéréotypes sexistes ? Quel dispositif le pourrait, en seulement quelques mois d'une courte existence, dans seulement quelques écoles ?

Parce qu'il a entraîné la levée de boucliers de parents

réactionnaires sympathisant-es de la Manif pour Tous ? Quelle complaisance à l'égard de celles et ceux qui souscrivent au sexisme et aux LGBTphobies en défendant les pires stéréotypes (souvenons-nous du slogan « Touche pas à mes stéréotypes de genre ! ») et en menant des campagnes de communication abjectes (souvenons-nous de la campagne où les enfants né-es de PMA sont comparés à des légumes) ! On voit bien où vont ses sympathies idéologiques ! On les invite à l'école !

La suite de l'article sur <http://www.sudeducation.org/La-grande-cause-nationale-de-JM.html>



3– Orientation post-Bac : le tri social dans la précipitation

La loi Vidal réformant l'orientation post-bac n'est pas encore votée. Pourtant, dans les lycées et dans les universités, il est exigé des personnels qu'ils la mettent en œuvre dans l'urgence.

Dans les universités, en quelques jours, les équipes de chaque formation de Licence doivent « obligatoirement » indiquer une capacité maximale d'accueil pour la première année... alors qu'aucune obligation ne peut exister tant que la loi n'est pas adoptée. Les universités doivent également communiquer les « attendus » pour l'entrée dans chacune des Licences avant la fin du mois de novembre, pour renseigner la nouvelle plate-forme Parcoursup d'ici à la mi-décembre.

Dans les lycées, le Plan étudiants est déjà présenté dans les conseils pédagogiques et les conseils d'administration et un-e deuxième professeur-e principal-e « doit » être désigné-e dès le mois de décembre. Sans aucune formation ni compensation, les professeur-e-s principaux et principales des Terminales ont désormais en charge tout un travail supplémentaire d'orientation et d'évaluation des vœux des élèves. Cela crée une augmentation considérable de leur charge de travail. Les enseignant-e-s auront de fait un rôle décisionnel dans l'orientation des élèves. Cela change profondément la nature du métier, sans aucune concertation de la profession ni des organisations syndicales.

Ainsi, dans les lycées et dans les universités, les personnels sont sommés sans délai de devenir des auxiliaires du tri des élèves. La fédération SUD éducation revendique le retrait du « Plan étudiants » et s'oppose à toute sélection à l'entrée à l'université. SUD éducation dénonce la précipitation dans laquelle agit le gouvernement pour passer en force et appelle les personnels à la résistance.

Publié le mardi 28 novembre 2017 sur <http://www.sudeduc31.org/article-2017-2018/nouvelles-du-jeudi-30-novembre-2017/> <http://sudeducation.org/Le-tri-social-dans-la.html>

4-Formations syndicales ouvertes à tout-e-s

- Stage intersyndical CGT-FSU-Solidaires « **Luttons contre les idées d'extrême-droite** » les 25 et 26 janvier 2018. Les infos en pièce jointes et dans le bulletin hebdo SUD Educ de la semaine 47

- Sud Éducation 04, en collaboration avec RESF04, organise un stage sur la **scolarisation des enfants sans-papiers**. Vous trouverez en pièce jointe le tract et le courrier type à la hiérarchie. Faites circuler l'information et n'hésitez pas à vous inscrire au stage !

5-Journée internationale des migrants – États généraux des Migrants

De Bruxelles à Nice, en passant par Paris, Chambéry, Briançon, Menton... de nombreuses associations et collectifs se saisissent de la journée internationale des migrants (18/12) pour dénoncer la politique de la France et l'Union Européenne envers les exilés et ceux qui les soutiennent. **Les 16 et 17/12 à Briançon**, à l'occasion de cette journée et dans le cadre du lancement des États Généraux des Migrations,

Conférences, ciné-débat, expression des exilés, samedi 16, puis **grande cordée solidaire vers le col de l'Échelle**, dimanche 17, pour :

- dénoncer la politique de renvoi manu militari des exilés qui fuient la violence et la misère et qui frappent à notre porte,
- refuser que nos montagnes, désormais enneigées, deviennent pour les exilés une nouvelle Méditerranée,
- dénoncer les intimidations policières et les poursuites judiciaires à l'encontre des citoyens solidaires,
- faire vivre et progresser les valeurs de solidarité et de fraternité qui nous animent pour faire respecter les droits de l'homme, à commencer par le droit d'asile et la liberté de circulation et d'installation pour tous.

Des hôtes de marque apporteront leurs contributions et leur notoriété pour nous aider à donner de la voix et plus de portée à nos actions : **Cédric Herrou, Edwy Plenel, Esther Benbassa, Zia Oloumi, des élus locaux français et italiens, des exilés, des professionnels de la montagne...**



Nous proposerons des éléments d'information et d'analyse, pour mieux comprendre ce et ceux qui nous arrivent. Nous proposerons aussi des alternatives, en nous appuyant sur l'hospitalité que nous pratiquons déjà. Nous montrerons qu'accueillir nous enrichit, humainement déjà et c'est le plus important, mais aussi sur d'autres plans, comme le montrent d'autres pays moins repliés sur eux-mêmes.

Cette manière de faire est aussi celle engagée par les États Généraux des Migrations, auxquels nous participons aux côtés de plusieurs centaines d'autres associations et collectifs. Ce week-end constitue la première étape de ce processus visant à dégager des propositions alternatives à la politique française et européenne actuelle. Un cahier de doléances sera ouvert à toutes et à tous. Il sera également alimenté par les résultats des tables-rondes.

Une conférence de presse clôturera ces travaux, en présence de représentants de nombreux collectifs alpins depuis Chambéry jusqu'à la vallée de la Roya.

Demandez le programme (en pièce jointe) et diffusez-le largement dans vos réseaux !

6-Mobilisation contre la baisse des APL

Rassemblement Gap 14h Place de la République

MOBILISATION NATIONALE CONTRE LA BAISSSE DES APL

Pour signer la pétition, c'est ici : <https://www.mesopinions.com/petition/social/a...>

APL : pas d'économies sur le dos des locataires !

Halte au feu ! Le gouvernement s'en prend aux allocations logement, ces aides personnelles au logement (APL) qui aident les ménages modestes à payer leur loyer, dans le parc privé ou dans le parc social. L'enjeu est énorme : 18 milliards d'euros.

Toute atteinte à ces allocations a des conséquences sociales graves et immédiates.



A partir du 1^{er} octobre 2017, ces aides indispensables baissent de 5€ par mois et par ménage. C'est une coupe de 400 millions d'euros par an sur le dos des locataires, au lieu d'encadrer les loyers, de prévenir réellement les expulsions, ou de lutter contre les inégalités.

En 2018, malgré les protestations unanimes, l'exécutif veut faire bien pire : baisser d'environ 50 € par mois les APL des locataires du parc social, en imposant aux bailleurs HLM de le répercuter sur les loyers. Cette ponction inédite de 1,4 milliard d'euros chaque année sur le budget des HLM va réduire l'entretien et l'isolation thermique des HLM, la réalisation de nouveaux logements sociaux à bas loyers... C'est le modèle économique du logement social qui est menacé, avec des conséquences graves pour tous les locataires et les mal-logés.

En 2019, le ministère annonce une coupe supplémentaire d'un milliard d'euros.

Où s'arrêteront-ils ?

Nous, citoyen-nes, locataires, associations de solidarité, de défense des mal-logé-es, des locataires, des consommateurs, organisations politiques, syndicats, demandons au gouvernement de revenir sur ces amputations brutales et injustes, réalisées aux dépens des locataires et des plus modestes.

Vive l'APL !

Signataires au niveau national :

AC, ACDL, ACSC, Advocacy France, AFOC, AFVS, AITEC, ATTAC, Bagagérue, CAL, CFDT, CGL, CGT, CLCV, CNAFAL, CNL, Collectif Logement Paris 14, Collectif SDF Alsace, Collectif SDF de Lille, Compagnons Bâisseurs, Coop'HLM, COPAF, CSF, DAL, Emmaüs France, Emmaüs Solidarité, FAGE, FAPIL, Fédération des Acteurs de la Solidarité, Fédération nationale des Associations régionales HLM, Fédération Offices Publics de l'Habitat, Femmes Egalité, FEP, FNASAT Gens du Voyage, Fondation Abbé Pierre, Fondation Armée du Salut, FSU, Habitat et Humanisme, HALEM, Indecosa-CGT, Ligue des Droits de l'Homme, MNCP, Pas Sans nous, Petits Frères des Pauvres, Planning Familial, RESEL Ile-de-France, Le Refuge, Secours Catholique - Caritas France, SNL, SNUP Habitat FSU, SoliHa, Sud Santé Sociaux, Syndicat de la Magistrature, UNAFO, UNCLLAJ, UNEF, UNHAJ, Union syndicale Solidaires, UNIOPSS, USH, USP...

7-Attaques contre SUD Éducation 93 : le dossier complet

Comme vous l'avez sans doute vu, SUD Éducation 93 fait l'objet d'attaques sans précédent au sujet de l'organisation du stage "Au croisement des oppressions - Où en est-on de l'antiracisme à l'école ?". Mardi 21 novembre, le ministre Blanquer a annoncé au ministère porter plainte contre SUD Éducation 93 pour diffamation en raison de l'utilisation du terme de "racisme d'État" et saisir le procureur de la République.

Ces attaques prouvent que nous avons visé juste. Au-delà du stage, c'est l'ensemble du syndicat qui est attaqué. Nous actualiserons cet article au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Vous trouverez donc cet article plusieurs documents :

- les communiqués de SUD Éducation 93
- les communiqués de la fédération SUD Éducation
- le communiqué de Solidaires
- les communiqués de soutien : structures syndicales, association...

À noter que le stage est complet, mais qu'un spectacle/conférence gesticulée, intitulée "Des lueurs pour les yeux" est proposé dans le cadre du stage à 19h, voir [ici](#).

8-Humour ???

Disparition des CHS-CT ?

